



Demande de Propositions (DdP)

Recrutement d'un consultant externe pour l'évaluation finale du projet APEF/UICN-GEFZ

UICN BUREAU TCHAD

Référence RFP: 002DAO/UICN_APEF/2023

Bienvenue à cette Passation de Marché lancée par l'UICN. Vous êtes invité par la présente à soumettre une Proposition. Veuillez lire attentivement les informations et les instructions car le non-respect des instructions peut entraîner la disqualification de votre Proposition pour ce Marché.

1. EXIGENCES

- 1.1. Une description détaillée des services et/ou des biens à fournir se trouve en Pièces Jointes annexe1, annexe 1a et annexe1b.

2. COORDONNEES DE L'INTERLOCUTEUR

- 2.1. Pendant toute la durée de ce marché, c'est-à-dire à partir de la publication de cette DdP à l'attribution d'un contrat, vous ne pouvez pas discuter de ce marché avec un employé ou un représentant de l'UICN autre que l'interlocuteur suivant. Vous devez adresser toute correspondance et toute question à cet interlocuteur, y compris votre proposition.

IUCN Contact : André-Marie TINE, Regional Senior Procurement Officer,
andre-marie.tine@iucn.org

3. CALENDRIER DE PASSATION DE MARCHÉ

- 3.1. Ce calendrier est indicatif et peut être modifié par l'UICN à tout moment. Si l'UICN décide qu'il est nécessaire de modifier l'une des échéances, nous vous contacterons.

| DATE | ACTIVITE |
|--------------------------------|---|
| 22/11/2023 | Publication de la Demande de Propositions |
| 27/11/2023 | Date limite pour la confirmation de l'intention de soumissionner |
| 29/11/2023 | Date limite pour la soumission des questions |
| 30/11/2023 | Publication prévue des réponses aux questions |
| EXTENSION 30/01/2024 | Date limite pour la soumission des propositions à l'UICN ("Date limite de soumission") |
| TBD | Clarification des propositions |
| TBD | Entretiens / visite de sites / présentations (A la charge du soumissionnaire) |
| TBD | Date prévue pour l'attribution du contrat |
| TBD | Date prévue pour le début du contrat |

3.2. Veuillez envoyer un courriel à l'interlocuteur de l'UICN pour confirmer si vous avez l'intention ou non de soumettre une proposition avant la date limite indiquée ci-dessus.

4. COMPLETER ET SOUMETTRE UNE PROPOSITION

4.1. Votre Proposition doit être constituée des trois documents suivants :

- Déclaration d'engagement signée (voir Pièce jointe 2)
- Proposition technique (voir Section 4.4 ci-dessous)
- Proposition financière (voir Section 4.5 ci-dessous)

Les Propositions doivent être rédigées en français.

Votre Proposition doit être soumise par courriel auprès de l'interlocuteur de l'UICN andre-marie.tine@iucn.org avec copie obligatoire à procurement-paco@iucn.org (voir Section 2).

L'objet du courriel doit être [Référence DdP Recrutement d'un consultant externe pour l'évaluation finale du projet APEF/UICN-GEFZ].

Le nom du soumissionnaire est le nom de l'entreprise/organisation au nom de laquelle vous soumettez la proposition, ou votre propre nom de famille si vous soumissionnez en tant que consultant indépendant.

Votre proposition doit être soumise en format PDF. Vous pouvez soumettre plusieurs courriels dûment annotés, par exemple, Courriel 1 de 3, si les fichiers joints sont trop volumineux pour être transmis en un seul courriel. Vous ne pouvez pas soumettre votre Proposition en la téléchargeant sur un outil de partage de fichiers.

IMPORTANT: Les documents soumis par voie électronique doivent être protégés par un mot de passe afin qu'ils ne puissent pas être ouverts et lus avant la date limite de soumission. Veuillez utiliser le même mot de passe pour tous les documents soumis. Après la date limite et dans les 12 heures, veuillez envoyer le mot de passe à l'interlocuteur de l'UICN. Cela permettra de garantir la sécurité du processus de soumission et d'ouverture des offres. Veuillez NE PAS envoyer le mot de passe par courriel avant la date limite de soumission des Propositions.

4.2. *Eligibilité*

Non applicable

4.3. *Proposition technique*

La proposition technique doit aborder chacun des critères énoncés ci-dessous de manière explicite et distincte, en citant le numéro de référence du critère concerné (colonne de gauche).

Les Propositions présentées sous un autre format augmenteront considérablement le temps nécessaire à l'évaluation, et de telles Propositions pourront donc être rejetées à la discrétion de l'UICN.

Lorsque des CV sont nécessaires, ils doivent concerner les personnes qui effectueront effectivement le travail spécifié. Les personnes que vous proposez ne peuvent être remplacées qu'avec l'approbation de l'UICN.

L'UICN évaluera les propositions techniques en fonction de chacun des critères suivants et de leur importance relative :

| Description | Informations à fournir | Poids relatif |
|---------------------------------------|--|---------------|
| Expériences similaires et diplômes | CV détaillé et comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • Liste de toutes les prestations exécutées sur les 05 dernières années • Liste de prestations réalisées justifiées par une attestation ou tout autre document. | 50% |
| Qualité de la méthodologie de travail | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Plan de travail accompagné d'un calendrier provisoire ; ▪ La définition des techniques de collecte et d'analyse des données, des visites structurées sur le terrain et des interactions avec les bénéficiaires et l'équipe d'évaluation. | 30% |
| Connaissance du contexte local | <ul style="list-style-type: none"> - Connaissances du Grand Ecosystème Fonctionnel de Zakouma (GEFZ) ; - Capacité d'adaptation au contexte rural et socio-économique difficile d'accès ; - Flexibilité et capacité à travailler sous pression ; - Connaissances des langues locales (arabe). | 20% |

4.4. Proposition financière

4.4.1. La proposition financière doit être un prix fixe et ferme pour la fourniture des biens/services mentionnés dans la demande de propositions (DdP) dans leur intégralité.

4.4.2. Les prix incluent tous les coûts

Les tarifs et les prix soumis sont réputés inclure tous les coûts, assurances, taxes (à l'exception de la TVA, voir ci-dessous) et autres éléments nécessaires à l'exécution des Termes de Référence ou de la Spécification des Exigences. L'UICN n'acceptera pas de frais autres que ceux clairement indiqués dans la Proposition Financière. Cela inclut les retenues d'impôts applicables et similaires.

Il vous incombe de déterminer si de telles taxes s'appliquent à votre organisation et de les inclure dans votre offre financière.

4.4.3. *Taxes sur les biens et services applicables*

Les taux et les prix de la Proposition seront Hors Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.4.4. *Devise des taux et des prix proposés*

Tous les taux et les prix soumis par les Proposants doivent être exprimés en [FCFA].

4.4.5. *Ventilation des taux et des prix (Devis détaillé)*

A titre d'information uniquement, le prix doit être ventilé comme suit :

| | Description | Unité | Quantité | Cout Unitaire | Prix Total |
|---|----------------------|-------|----------|---------------|------------|
| 1 | Exemple: Consultance | Jours | 1 | 100 | =1*100=100 |
| 2 | | | | | |
| 3 | | | | | |
| 4 | | | | | |
| 5 | | | | | |
| 6 | | | | | |
| | TOTAL | | | | 100 FCFA |

4.5. Toutes informations supplémentaires non demandées par l'UICN ne doivent pas être incluses dans votre Proposition et ne seront pas prises en compte dans l'évaluation.

4.6. Votre proposition doit rester valide et en mesure d'être acceptée par l'UICN pendant une période de 90 jour calendaire après la date limite de soumission.

4.7. *Retraits et modifications*

Vous pouvez librement retirer ou modifier votre proposition à tout moment avant la date limite de soumission par notification écrite à l'interlocuteur de l'UICN. Cependant, afin de réduire le risque de fraude, aucune modification ou retrait ne sera accepté après la date limite de soumission.

5. **EVALUATION DES PROPOSITIONS**

5.1. *Complétude*

L'UICN vérifiera d'abord que votre proposition est complète. Les propositions incomplètes ne seront pas examinées plus en profondeur.

5.2. *Evaluation technique*

5.2.1. *Méthode de notation*

Une note de 0 à "Note maximale" sera attribuée à votre proposition pour chacun des critères d'évaluation technique, de sorte que "0" signifie faible et "Note maximale" signifie élever.

5.2.2. *Seuils de qualité minimale*

Les propositions qui obtiennent la note "0" pour l'un des critères ne seront pas prises en considération.

5.2.3. Note technique

Votre note pour chaque critère d'évaluation technique sera multipliée par la pondération relative respective (voir Section 4.4) et ces notes pondérées seront additionnées pour donner la note technique globale de votre proposition.

5.3. Évaluation financière et notes financières

L'évaluation financière sera basée sur le prix total que vous soumettez. Votre proposition financière recevra une note calculée en divisant la proposition financière la plus basse qui a passé les seuils de qualité minimum (voir Section 5.3.2) par le prix total de votre proposition financière.

Ainsi, par exemple, si votre proposition financière est d'un montant total de 100 FCFA et que la proposition financière la plus basse est de 80 FCFA, vous recevrez une note financière de $80/100 = 80\%$.

5.4. Note totale

La note totale de votre proposition sera calculée comme la somme pondérée de votre note technique et de votre note financière.

Les pondérations relatives seront les suivantes :

Technique : 70%
Financier : 30%

Ainsi, par exemple, si votre note technique est de 83% et votre note financière de 77%, vous recevrez une note totale de $83 * 70\% + 77 * 30\% = 58,1\% + 23,1\% = 81,2\%$.

Sous réserve des exigences des Sections 4 et 7, l'UICN attribuera le contrat au soumissionnaire dont la proposition aura obtenu la note totale la plus élevée.

6. EXPLICATION DE LA PROCÉDURE DE PASSATION DES MARCHÉS

- 6.1. L'UICN utilise la Procédure d'Invitation pour cette passation de marché. Cela signifie que seuls les soumissionnaires invités peuvent soumettre une proposition. L'UICN invite généralement quatre à six soumissionnaires à soumettre une proposition.
- 6.2. Nous vous invitons à poser des questions ou à demander des éclaircissements concernant ce marché. Merci d'envoyer un courriel à l'interlocuteur de l'UICN (voir Section 2), en prenant note de la date limite pour la soumission des questions à la Section 3.1.
- 6.3. Toutes les propositions doivent être reçues avant la date limite de soumission indiquée à la Section 3.1 ci-dessus. Les propositions en retard ne seront pas prises en considération. Toutes les propositions reçues avant la date limite de soumission seront évaluées par une équipe de trois évaluateurs ou plus, conformément aux critères d'évaluation énoncés dans la présente DdP. Aucun autre critère ne sera utilisé pour évaluer les propositions. Le contrat sera attribué au soumissionnaire dont la proposition a reçu la Note Totale la plus élevée. L'UICN se réserve toutefois le droit d'annuler le marché et de ne pas attribuer de contrat du tout.
- 6.4. L'UICN contactera le soumissionnaire dont la proposition a obtenu la meilleure note pour finaliser le contrat. Nous contacterons les soumissionnaires non retenus après l'attribution du contrat et leur fournirons des informations détaillées. Le calendrier à la Section 3.1 donne une estimation de la date à laquelle nous pensons que nous aurons achevé l'attribution du contrat, mais cette date peut changer en fonction de la durée de l'évaluation des propositions.

7. CONDITIONS DE PARTICIPATION A CETTE PASSATION DE MARCHÉ

- 7.1. Pour participer à cette passation de marché, vous êtes tenu de soumettre une proposition qui respecte pleinement les instructions de la présente DdP et des Pièces jointes.
- 7.1.1. Il est de votre responsabilité de vous assurer que vous avez soumis une proposition complète et entièrement conforme.
- 7.1.2. Toute proposition incomplète ou incorrectement remplie peut- être considérée comme non conforme et, par conséquent, il vous sera impossible de poursuivre la procédure de passation de marché.
- 7.1.3. L'UICN se renseignera sur toute erreur d'écriture évidente dans votre proposition et pourra, à la seule discrétion de l'UICN, vous permettre de les corriger, mais uniquement si cela ne peut être perçu comme vous donnant un avantage injuste.
- 7.2. Pour participer à cette passation de marché, vous devez remplir les conditions suivantes :
- N'avoir aucun conflit d'intérêts
 - Être inscrit au registre professionnel ou de commerce pertinent du pays dans lequel vous êtes établi (ou résident, si vous êtes indépendant)
 - Être en règle par rapport à vos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale et de tous les impôts applicables
 - Ne pas avoir été condamné pour non-respect des exigences réglementaires en matière d'environnement ou d'autres exigences légales relatives à la durabilité et à la protection de l'environnement
 - Ne pas être en faillite ou en liquidation
 - Ne jamais avoir été coupable d'une infraction liée à votre conduite professionnelle
 - Ne pas être impliqué dans la fraude, la corruption, une organisation criminelle, le blanchiment d'argent, le terrorisme ou toute autre activité illégale.
- 7.3. Vous devez remplir et signer la Déclaration d'engagement (voir PJ 2).
- 7.4. Si vous participez à cette passation de marché en tant que membre d'une coentreprise ou si vous faites appel à des sous-traitants, soumettez une Déclaration d'engagement distincte pour chaque membre de la coentreprise et chaque sous-traitant, et indiquez clairement dans votre proposition quelles parties des biens/services sont fournies par chaque partenaire ou sous-traitant.
- 7.5. Chaque soumissionnaire ne doit soumettre qu'une seule proposition, que ce soit à titre individuel ou en tant que partenaire d'une coentreprise. Dans le cas d'une coentreprise, une société n'est pas autorisée à participer à deux coentreprises différentes pour le même marché, et une société n'est pas autorisée à soumettre une proposition à la fois en son nom et dans le cadre d'une coentreprise pour le même marché. Un soumissionnaire qui soumet ou participe à plus d'une proposition (autrement qu'en tant que sous-traitant ou dans le cas d'alternatives qui ont été autorisées ou demandées) entraîne la disqualification de toutes les propositions auxquelles il participe.
- 7.6. En prenant part à cette passation de marché, vous acceptez les conditions énoncées dans la présente DdP, notamment les suivantes :
- Il est inacceptable de donner ou d'offrir un cadeau ou une contrepartie à un employé ou à un autre représentant de l'UICN en tant que récompense ou incitation liée à l'attribution d'un contrat. Une telle action donnera à l'UICN le droit de vous exclure de ce marché et de tout autre marché futur, et de mettre fin à tout contrat qui aurait été signé avec vous.
 - Toute tentative d'obtenir des informations d'un employé ou d'un autre représentant de l'UICN concernant un autre soumissionnaire entraînera la disqualification

- Toute fixation de prix ou collusion avec d'autres soumissionnaires dans le cadre de ce marché donnera à l'UICN le droit de vous exclure, ainsi que tout autre soumissionnaire impliqué, de ce marché et de tout autre marché futur, et pourra constituer une infraction pénale.

8. CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

- 8.1. L'UICN respecte le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne. Les informations que vous soumettez à l'UICN dans le cadre de ce marché seront traitées de manière confidentielle et ne seront partagées que dans la mesure où cela est nécessaire pour évaluer votre proposition conformément à la procédure expliquée dans la présente DdP, et pour conserver d'une piste d'audit claire. A des fins d'audit, l'UICN est tenue de conserver l'intégralité de votre proposition pendant 10 ans après la fin du contrat et de la mettre à la disposition des auditeurs internes et externes et des bailleurs, sur demande.
- 8.2. Dans la Déclaration d'engagement (Pièce jointe 2), vous devez donner à l'UICN la permission expresse d'utiliser les informations que vous soumettez de cette manière, y compris les données personnelles qui font partie de votre proposition. Lorsque vous incluez des données personnelles de vos employés (par exemple, des CV) dans votre proposition, vous devez obtenir l'autorisation écrite de ces personnes pour partager ces informations avec l'UICN, et pour que l'UICN utilise ces informations comme indiqué au point 8.1. Sans ces autorisations, l'UICN ne sera pas en mesure d'examiner votre proposition.

9. PROCEDURE DE TRAITEMENT DES PLAINTES

Si vous avez une plainte ou une préoccupation concernant la convenance de la manière dont un processus concurrentiel est ou a été exécuté, veuillez contacter procurement@iucn.org. Ces plaintes ou préoccupations seront traitées de manière confidentielle et ne sont pas considérées comme une violation des restrictions de communication ci-dessus (Section 2.1).

10. CONTRAT

Le contrat sera basé sur le modèle de l'UICN en Pièce jointe 3, dont les termes ne sont pas négociables. Ils peuvent toutefois être modifiés par l'UICN pour refléter les exigences particulières du bailleur qui finance ce marché particulier.

11. A PROPOS DE L'UICN

L'UICN est une Union de membres composée uniquement d'organisations gouvernementales et de la société civile. Elle fournit aux organisations publiques, privées et non gouvernementales les connaissances et les outils qui permettent au progrès humain, au développement économique et à la conservation de la nature d'aller de pair.

Le Secrétariat de l'UICN, dont le siège social est en Suisse, compte environ 1 000 employés et des bureaux dans plus de 50 pays.

Créée en 1948, l'UICN est aujourd'hui le réseau environnemental le plus vaste et le plus diversifié du monde. Elle exploite les connaissances, les ressources et la portée de plus de 1 300 organisations membres et de quelque 10 000 experts. Elle est l'un des principaux fournisseurs de données, d'évaluations et d'analyses sur la conservation. Grâce à la diversité de ses membres, l'UICN peut jouer le rôle d'incubateur et de dépositaire fiable des meilleures pratiques, des outils et des normes internationales.

L'IUCN offre un espace neutre dans lequel divers acteurs, notamment des gouvernements, des ONG, des scientifiques, des entreprises, des communautés locales et des organisations de populations autochtones, peuvent travailler ensemble pour élaborer et mettre en œuvre des solutions aux problèmes environnementaux et parvenir à un développement durable.

En collaboration avec de nombreux partenaires et sympathisants, l'IUCN met en œuvre un portefeuille vaste et diversifié de projets de conservation dans le monde entier. Alliant les connaissances scientifiques les plus récentes aux savoirs traditionnels des communautés locales, ces projets visent à inverser la perte d'habitats, à restaurer les écosystèmes et à améliorer le bien-être des populations.

www.iucn.org

<https://twitter.com/IUCN/>

12. PIÈCES JOINTES

Pièce jointe 1 *Spécification des Exigences / Termes de Référence*

Pièce jointe 2 *Déclaration d'engagement (sélectionnez 2a pour les sociétés ou 2b pour les indépendants selon votre cas)*

Pièce jointe 3 *Modèle de contrat*

Annexe 1 – Termes de Référence



Recrutement d'un consultant externe pour l'évaluation finale du projet APEF/UICN-GEFZ

UICN, Projet « Appui au développement et à la mise en œuvre d'un modèle concerté et intégré de conservation du Grand Écosystème Fonctionnel de Zakouma (APEF-GEFZ) »

Date de publication : 22/11/2023

Date et heure de Clôture : 30/01/2024 à 23 :59 GMT - extension

CONTEXTE

L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) est une union de Membres composée de gouvernements et d'organisations de la société civile. Elle offre aux organisations publiques, privées et non-gouvernementales les connaissances et les outils nécessaires pour que le progrès humain, le développement économique et la conservation de la nature se réalisent en harmonie. Créée en 1948, l'UICN s'est agrandie au fil des ans pour devenir le réseau environnemental le plus important et le plus diversifié au monde. Elle compte avec l'expérience, les ressources et le poids de ses 1400 organisations Membres et les compétences de plus de 15 000 experts. Elle fait aujourd'hui autorité au niveau international sur l'état de la nature et des ressources naturelles dans le monde et sur les mesures pour les préserver. Nos experts se divisent en six Commissions, dédiées à la sauvegarde des espèces, au droit de l'environnement, aux aires protégées, aux politiques économiques et sociales, à la gestion des écosystèmes, et à l'éducation et la communication.

Le gouvernement du Tchad et l'Union Européenne ont signé une Convention de Financement (CF) n°FED/2016/039-048 pour mettre en œuvre le Programme d'Appui à la gestion concertée des Aires protégées et Ecosystèmes Fragiles du Tchad (APEF) qui, s'inscrit dans le cadre du Programme indicatif national (PIN) 11ème FED, secteur 2 "Gestion durable des ressources naturelles".

Ce programme, vise une démarche concertée de conservation, de gestion et mise en réseau de plusieurs aires protégées (AP) et écosystèmes fragiles (EF) à haute valeur écologique, culturelle et touristique au Tchad.

Un des projets, issu de ce programme est le projet « d'Appui au développement et à la mise en œuvre d'un modèle concerté et intégré de conservation du Grand Écosystème Fonctionnel de Zakouma (GEFZ) ».

L'objectif global poursuivi par ce projet est de contribuer à la conservation durable et concertée de la faune sauvage, de la biodiversité et du patrimoine du Tchad au bénéfice des populations. De manière spécifique, il s'agit de promouvoir le développement d'un modèle intégré et concerté de gestion du GEFZ pour le bien-être des populations. A terme, l'action devrait déboucher sur : (i) des modèles aboutis de gestion concertée des espaces partagés entre la faune sauvage, les éleveurs transhumants et les agro-pasteurs, et la réduction des conflits territoriaux sur les ressources naturelles ; (ii) des actions innovantes dans la gestion et la valorisation partagée des ressources naturelles au bénéfice des populations locales, et à l'amélioration des conditions de vie des jeunes par la création d'emplois dans les zones ciblées et la lutte contre l'exode rural.

Ce projet fait l'objet d'un contrat de subvention FED/2020/416-197 signé en juillet 2020, entre l'UICN (chef de fil), l'Union Européenne (UE) et le Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement. Le consortium dirigé par l'UICN est composé de l'Agence de Développement Economique et Social (ADES), l'Association pour l'Écodéveloppement et l'Autopromotion Rurale au SAHEL (SAHEL-ECODEV), Association MOUSTAGBAL « Avenir » et Association pour le Développement des Organisations Paysannes (ADOP). Leur positionnement d'intervention territorial dans le projet est le suivant :

ADES dans la province du Moyen-Chari, précisément dans le Département de Lac Iro ;

SAHEL-ECODEV dans la province du Salamat, précisément dans le Département de Bahr-Azoum ;

L'Association MOUSTAGBAL « Avenir » dans la province du Guéra, précisément dans les départements de Barh Signaka et de Garada.

ADOP dans la province du Salamat, précisément dans le Département d'Aboudéia.

L'UICN quant à elle, assure la coordination de l'ensemble des activités de ses partenaires dans toute la zone d'intervention dudit projet.

Ainsi, après 44 mois de mise en œuvre de ce projet, l'une des activités prévues est la réalisation d'une évaluation finale externe de projet dans les zones périphériques du Grand Écosystème Fonctionnel de Zakouma (GEFZ) y compris la Réserve de Faune de Siniaka Minia (RFSM). Elle s'inscrit dans le cadre de la gestion efficiente et efficace du projet.

OBJECTIFS

Objectif global

L'objectif global de cette évaluation est d'examiner les réalisations du projet par rapport aux attentes initiales et de tirer parti des expériences acquises dans ce projet pour orienter la conception des programmes et projets à venir.

Objectifs spécifiques

De manière spécifique, cette évaluation vise à :

- Apprécier les produits/effets du projet du démarrage jusqu'à cette date en mettant en évidence les critères standards d'évaluation de projet : pertinence, efficacité, impact et durabilité/viabilité ;
- Déterminer et apprécier le niveau d'atteinte actuel des indicateurs liés aux objectifs et résultats du projet ;
- Capitaliser les leçons apprises dans les différentes zones d'intervention du projet ;
- Apprécier l'approche de mise en œuvre des activités du projet ;
- Formuler des recommandations afin de corriger d'éventuels problèmes ou dysfonctionnements constatés pendant l'exécution du projet et à l'issue de cette évaluation.

DEVOIRS ET RESPONSABILITES

| Description | Information à fournir |
|--------------------|------------------------------|
|--------------------|------------------------------|

| | |
|------------------------------------|---|
| Expériences de l'expert consultant | La mise en œuvre réussite de cette évaluation nécessite un bureau d'étude spécialisé ou une équipe des consultants indépendants. Dans les deux cas, le soumissionnaire doit remplir les conditions prouvées par Curriculum-vitae et résumées ci-dessous : |
|------------------------------------|---|

- Avoir un niveau d'étude du cycle universitaire supérieur ou égal à Bac+5 en sciences sociales (Economie, sociologie, anthropologie, géographie, environnement ou tout autre domaine pertinent) ;
- Au moins 5 ans d'expériences professionnelles prouvées dans la mise en œuvre d'enquêtes quantitatives et qualitatives dans le(s) secteur(s) lié(s) à la mission notamment en moyens d'existence (activités génératrices de revenus, agriculture, élevage, pêche, apiculture, chaînes de valeurs) et dans les domaines transversaux (genre, protection de l'environnement) ;
- Expérience avérée de conseil et/ou de travail avec des ONG internationales, de préférence avec des projets de développement dans les moyens d'existence et de la conservation de la biodiversité ainsi qu'une expérience avec d'autres organisations internationales et bilatérales ;

- Solide expérience dans la conduite des évaluations, de préférence en évaluation d'impact couvrant de vastes zones géographiques avec une maîtrise des méthodes d'échantillonnage et de l'utilisation des outils et méthodologies de collecte et d'analyse de données ;
- Bonnes connaissances du genre dans les projets de développement, de l'autonomisation des femmes, de la gestion des aires protégées, de la valorisation des ressources naturelles ;
- Disposer d'une bonne connaissance du contexte du Grand Ecosystème Fonctionnel de Zakouma (GEFZ) ;
- Expérimenté avec les normes, critères et principes d'évaluation.

Qualité de la méthodologie de travail

Le consultant sera responsable de la définition et de la mise en œuvre de l'approche globale de l'évaluation, guidée par l'équipe du projet concernant les indicateurs utilisés dans le cadre logique et le cas échant sur la méthodologie suivie lors de l'évaluation de base et à mi-parcours du projet.

Le travail du consultant inclut :

- Plan de travail accompagné d'un calendrier provisoire ;
- La définition des techniques de collecte et d'analyse des données, des visites structurées sur le terrain et des interactions avec les bénéficiaires et l'équipe d'évaluation.
- Les outils, la méthodologie et les conclusions de l'évaluation doivent être examinés et validés avec divers intervenants et approuvés par le chef de projet et le responsable de l'évaluation du projet APEF-UICN.

Connaissance du contexte local

- Connaissances du Grand Ecosystème Fonctionnel de Zakouma (GEFZ) ;
- Capacité d'adaptation au contexte rural et socio-économique difficile d'accès ;
- Flexibilité et capacité à travailler sous pression ;
- Connaissances des langues locales (arabe).

LIVRABLES

Le consultant devra fournir les livrables suivants :

| Livrables | Délai maximum de soumission |
|--|--|
| Rapport de démarrage (réunions, revue documentaire) | 1 semaine après la signature de contrat |
| Rapport provisoire (collecte, traitement et analyse) | 2 semaines après le démarrage |
| Rapport final provisoire (Correction, atelier d'échanges et de validation) | 1 semaine après le rapport final provisoire |
| Rapport final | 3 jours après l'atelier de restitution et validation |

COMPETENCES REQUISES

Education

Au minimum, Master (BAC+5) en sciences sociales (Economie, sociologie, anthropologie, géographie, environnement ou tout autre domaine pertinent).

Expérience, connaissances et compétences

- Au moins 5 ans d'expériences professionnelles prouvées dans la mise en œuvre d'enquêtes quantitatives et qualitatives dans le(s) secteur(s) lié(s) à la mission notamment en moyens d'existence (activités génératrices de revenus, agriculture, élevage, pêche, apiculture, chaînes de valeurs) et dans les domaines transversaux (genre, protection de l'environnement) ;
- Avoir déjà conduits au moins trois missions similaires ;
- Bonnes connaissances du genre dans les projets de développement, de l'autonomisation des femmes, de la gestion des aires protégées, de la valorisation des ressources naturelles ;
- Disposer d'une bonne connaissance du contexte du Grand Ecosystème Fonctionnel de Zakouma (GEFZ) ;
- Histoire prouvée de livrer des produits de qualité à temps.

AUTRES COMPÉTENCES

- Maîtrise du pack office (Word, Excel, Powerpoint);
- Connaissances des logiciels de collecte et traitement de données (SPSS, Kobocollect, SPHINX, etc.) ;
- Être de bonne moralité, bon esprit d'équipe.
- Maîtrise de la langue française et connaissances des langues : arabe locale et l'anglais sont des atouts ;
- Disposer à travailler sous pression et à effectuer des déplacements sur les terrains difficiles d'accès ;
- Impartial et neutre : absence de conflits d'intérêt avec les acteurs et parties impliqués dans l'évaluation.
- Aptitude à communiquer les résultats de l'évaluation de façon facilement compréhensible pour toutes les parties ;
- Aptitude à établir des relations avec tous les acteurs et parties d'une manière efficace et attentive aux différentes sensibilités ;
- Disponible pour mener à bien l'évaluation dans les délais fixés et au niveau d'approfondissement requis.

CANDIDATURES

Composition du dossier de candidature

Le dossier de candidature sera constitué d'une offre technique et d'une offre financière.

L'offre technique, qui aura un poids (Pt) de 70%, comprendra la qualification, expériences et la méthodologie ;

L'offre financière, qui aura un poids (Pf) de 30%, comprendra l'honoraires de la prestation, le frais de déplacement et les frais annexe.

Critères de sélection

La sélection des consultants sera faite sur la base du rapport qualité /coût. D'abord une évaluation technique sera menée et le consultant sera classé au moyen du système de notation ci-dessous.

| Critères | Notes |
|---------------------------------|-----------|
| 1. Qualification | 50 |
| 1.1.Diplômes | 20 |
| 1.2.Expériences | 30 |
| 2. Approche | 50 |
| 2.1.Compréhension de la mission | 20 |
| 2.2.Approche | 30 |

Chaque proposition conforme recevra une note technique (T). Les notes techniques seront normalisées selon la formule suivante : $Tn = \frac{TM}{Tc}$, où Tn représente la note technique normalisée du candidat en %, TM est la note technique maximale obtenue, Tc est la note technique de chaque candidat. Les notes techniques normalisées seront classées par ordre décroissant et toute note technique normalisée inférieure à 70% sera éliminée.

Ensuite, les propositions techniques ayant reçues une note technique normalisée supérieure ou égale à 70 seront soumises à l'évaluation financière. Après avoir vérifié que les propositions financières sont conformes et dépourvues d'erreurs, les offres financières (F) seront normalisées selon la formule suivante : $Fn = \frac{Fm}{Fc}$, où Fn est la note financière normalisée du candidat, Fm est l'offre financière minimale reçue pour les candidats retenus après l'évaluation technique et Fc l'offre financière de chaque candidat des offres retenues après l'évaluation technique.

Enfin, une note globale sera attribuée à chaque offre retenue après l'évaluation technique en appliquant la formule suivante : $NG = (Tn * Pt + Fn * Pf) * 100$, où NG représente la note globale du candidat, et Tn, Pt, Fn et Pf comme précédemment déterminés. Le candidat avec la note globale la plus élevée sera retenu.

DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les candidats doivent soumettre leur proposition à l'UICN **au plus tard à 23h59, le 30/01/2024** par courrier électronique à andre-marie.tine@iucn.org; avec une copie obligatoire à procurement-paco@iucn.org,

L'objet doit être « *Recrutement d'un consultant externe pour l'évaluation finale du projet APEF/UICN-GEFZ* ».

Les copies électroniques doivent être soumises en format PDF et natif (par exemple, MS Word). Les candidats peuvent soumettre plusieurs e-mails (correctement annotés - par exemple, e-mail 1 sur 3) si les fichiers joints sont jugés trop volumineux pour convenir à une seule transmission par e-mail.

IMPORTANT : Les documents soumis doivent être protégés par un mot de passe afin qu'ils ne puissent pas être ouverts et lus avant la date limite de soumission. Veuillez utiliser le même mot de passe pour tous les documents soumis. **Une fois la date limite passée et au plus tard à 8h00 GMT le 02/02/2024**, veuillez envoyer le mot de passe correspondant à la même adresse e-mail que celle utilisée pour soumettre votre Proposition. Cela garantira une soumission sécurisée des offres et un processus d'ouverture. Veuillez NE PAS envoyer le mot de passe par e-mail avant la date limite

ANNEXE 1 – TERMES DE REFERENCE



Termes de référence pour le recrutement d'un consultant /Expert

Recrutement d'un consultant externe pour l'évaluation finale du projet APEF/UICN-GEFZ

UICN, Projet « *Appui au développement et à la mise en œuvre d'un modèle concerté et intégré de conservation du Grand Écosystème Fonctionnel de Zakouma (APEF-GEFZ)* »

Date de publication : 21/11/2023

Date et heure de Clôture : 30/01/2024 à 23 :59 GMT - Extension

CONTEXTE

L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) est une union de Membres composée de gouvernements et d'organisations de la société civile. Elle offre aux organisations publiques, privées et non-gouvernementales les connaissances et les outils nécessaires pour que le progrès humain, le développement économique et la conservation de la nature se réalisent en harmonie. Créée en 1948, l'UICN s'est agrandie au fil des ans pour devenir le réseau environnemental le plus important et le plus diversifié au monde. Elle compte avec l'expérience, les ressources et le poids de ses 1400 organisations Membres et les compétences de plus de 15 000 experts. Elle fait aujourd'hui autorité au niveau international sur l'état de la nature et des ressources naturelles dans le monde et sur les mesures pour les préserver. Nos experts se divisent en six Commissions, dédiées à la sauvegarde des espèces, au droit de l'environnement, aux aires protégées, aux politiques économiques et sociales, à la gestion des écosystèmes, et à l'éducation et la communication.

Le gouvernement du Tchad et l'Union Européenne ont signé une Convention de Financement (CF) n°FED/2016/039-048 pour mettre en œuvre le Programme d'Appui à la gestion concertée des Aires protégées et Ecosystèmes Fragiles du Tchad (APEF) qui, s'inscrit dans le cadre du Programme indicatif national (PIN) 11ème FED, secteur 2 "Gestion durable des ressources naturelles".

Ce programme, vise une démarche concertée de conservation, de gestion et mise en réseau de plusieurs aires protégées (AP) et écosystèmes fragiles (EF) à haute valeur écologique, culturelle et touristique au Tchad.

Un des projets, issu de ce programme est le projet « d'Appui au développement et à la mise en œuvre d'un modèle concerté et intégré de conservation du Grand Écosystème Fonctionnel de Zakouma (GEFZ) ».

L'objectif global poursuivi par ce projet est de contribuer à la conservation durable et concertée de la faune sauvage, de la biodiversité et du patrimoine du Tchad au bénéfice des populations. De manière spécifique, il s'agit de promouvoir le développement d'un modèle intégré et concerté de gestion du GEFZ pour le bien-être des populations. A terme, l'action devrait déboucher sur : (i) des modèles aboutis de gestion concertée des espaces partagés entre la faune sauvage, les éleveurs transhumants et les agro-pasteurs, et la réduction des conflits territoriaux sur les ressources naturelles ; (ii) des actions innovantes dans la gestion et la valorisation partagée des ressources naturelles au bénéfice des populations locales, et à l'amélioration des conditions de vie des jeunes par la création d'emplois dans les zones ciblées et la lutte contre l'exode rural.

Ce projet fait l'objet d'un contrat de subvention FED/2020/416-197 signé en juillet 2020, entre l'UICN (chef de fil), l'Union Européenne (UE) et le Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement. Le consortium dirigé par l'UICN est composé de l'Agence de Développement Economique et Social (ADES), l'Association pour l'Écodéveloppement et l'Autopromotion Rurale au SAHEL (SAHEL-ECODEV), Association MOUSTAGBAL « Avenir » et Association pour le Développement des Organisations Paysannes (ADOP). Leur positionnement d'intervention territorial dans le projet est le suivant :

ADES dans la province du Moyen-Chari, précisément dans le Département de Lac Iro ;

SAHEL-ECODEV dans la province du Salamat, précisément dans le Département de Bahr-Azoum ;

L'Association MOUSTAGBAL « Avenir » dans la province du Guéra, précisément dans les départements de Barh Signaka et de Garada.

ADOP dans la province du Salamat, précisément dans le Département d'Aboudéia.

L'UICN quant à elle, assure la coordination de l'ensemble des activités de ses partenaires dans toute la zone d'intervention dudit projet.

Ainsi, après 44 mois de mise en œuvre de ce projet, l'une des activités prévues est la réalisation d'une évaluation finale externe de projet dans les zones périphériques du Grand Écosystème

Fonctionnel de Zakouma (GEFZ) y compris la Réserve de Faune de Siniaka Minia (RFSM). Elle s'inscrit dans le cadre de la gestion efficiente et efficace du projet.

OBJECTIFS

Objectif global

L'objectif global de cette évaluation est d'examiner les réalisations du projet par rapport aux attentes initiales et de tirer parti des expériences acquises dans ce projet pour orienter la conception des programmes et projets à venir.

Objectifs spécifiques

De manière spécifique, cette évaluation vise à :

- Apprécier les produits/effets du projet du démarrage jusqu'à cette date en mettant en évidence les critères standards d'évaluation de projet : pertinence, efficacité, impact et durabilité/viabilité ;
- Déterminer et apprécier le niveau d'atteinte actuel des indicateurs liés aux objectifs et résultats du projet ;
- Capitaliser les leçons apprises dans les différentes zones d'intervention du projet ;
- Apprécier l'approche de mise en œuvre des activités du projet ;
- Formuler des recommandations afin de corriger d'éventuels problèmes ou dysfonctionnements constatés pendant l'exécution du projet et à l'issue de cette évaluation.

DEVOIRS ET RESPONSABILITES

Description

Information à fournir

Expériences de l'expert consultant

La mise en œuvre réussie de cette évaluation nécessite un bureau d'étude spécialisé ou une équipe des consultants indépendants. Dans les deux cas, le soumissionnaire doit remplir les conditions prouvées par Curriculum-vitae et résumées ci-dessous :

- Avoir un niveau d'étude du cycle universitaire supérieur ou égal à Bac+5 en sciences sociales (Economie, sociologie, anthropologie, géographie, environnement ou tout autre domaine pertinent) ;
- Au moins 5 ans d'expériences professionnelles prouvées dans la mise en œuvre d'enquêtes quantitatives et qualitatives dans le(s) secteur(s) lié(s) à la mission notamment en moyens d'existence (activités génératrices de revenus, agriculture, élevage, pêche, apiculture, chaînes de valeurs) et dans les domaines transversaux (genre, protection de l'environnement) ;
- Expérience avérée de conseil et/ou de travail avec des ONG internationales, de préférence avec des projets de développement dans les moyens d'existence et de la conservation de la biodiversité ainsi qu'une expérience avec d'autres organisations internationales et bilatérales ;
- Solide expérience dans la conduite des évaluations, de préférence en évaluation d'impact couvrant de vastes zones géographiques avec une maîtrise des méthodes d'échantillonnage et de l'utilisation des outils et méthodologies de collecte et d'analyse de données ;
- Bonnes connaissances du genre dans les projets de développement, de l'autonomisation des femmes, de la gestion des aires protégées, de la valorisation des ressources naturelles ;
- Disposer d'une bonne connaissance du contexte du Grand Ecosystème Fonctionnel de Zakouma (GEFZ) ;

Qualité de la méthodologie de travail

- Expérimenté avec les normes, critères et principes d'évaluation.

Le consultant sera responsable de la définition et de la mise en œuvre de l'approche globale de l'évaluation, guidée par l'équipe du projet concernant les indicateurs utilisés dans le cadre logique et le cas échéant sur la méthodologie suivie lors de l'évaluation de base et à mi-parcours du projet.

Le travail du consultant inclut :

- Plan de travail accompagné d'un calendrier provisoire ;
- La définition des techniques de collecte et d'analyse des données, des visites structurées sur le terrain et des interactions avec les bénéficiaires et l'équipe d'évaluation.
- Les outils, la méthodologie et les conclusions de l'évaluation doivent être examinés et validés avec divers intervenants et approuvés par le chef de projet et le responsable de l'évaluation du projet APEF-UICN.

Connaissance du contexte local

- Connaissances du Grand Ecosystème Fonctionnel de Zakouma (GEFZ) ;
- Capacité d'adaptation au contexte rural et socio-économique difficile d'accès ;
- Flexibilité et capacité à travailler sous pression ;
- Connaissances des langues locales (arabe).

LIVRABLES

Le consultant devra fournir les livrables suivants :

| Livrables | Délai maximum de soumission |
|--|--|
| Rapport de démarrage (réunions, revue documentaire) | 1 semaine après la signature de contrat |
| Rapport provisoire (collecte, traitement et analyse) | 2 semaines après le démarrage |
| Rapport final provisoire (Correction, atelier d'échanges et de validation) | 1 semaine après le rapport final provisoire |
| Rapport final | 3 jours après l'atelier de restitution et validation |

COMPETENCES REQUISES

Education

Au minimum, Master (BAC+5) en sciences sociales (Economie, sociologie, anthropologie, géographie, environnement ou tout autre domaine pertinent).

Expérience, connaissances et compétences

- Au moins 5 ans d'expériences professionnelles prouvées dans la mise en œuvre d'enquêtes quantitatives et qualitatives dans le(s) secteur(s) lié(s) à la mission notamment en moyens d'existence (activités génératrices de revenus, agriculture, élevage, pêche, apiculture, chaînes de valeurs) et dans les domaines transversaux (genre, protection de l'environnement) ;
- Avoir déjà conduits au moins trois missions similaires ;
- Bonnes connaissances du genre dans les projets de développement, de l'autonomisation des femmes, de la gestion des aires protégées, de la valorisation des ressources naturelles ;
- Disposer d'une bonne connaissance du contexte du Grand Ecosystème Fonctionnel de Zakouma (GEFZ) ;
- Histoire prouvée de livrer des produits de qualité à temps.

AUTRES COMPÉTENCES

- Maîtrise du pack office (Word, Excel, Powerpoint);
- Connaissances des logiciels de collecte et traitement de données (SPSS, Kobocollect, SPHINX, etc.) ;
- Être de bonne moralité, bon esprit d'équipe.
- Maîtrise de la langue française et connaissances des langues : arabe locale et l'anglais sont des atouts ;
- Disposer à travailler sous pression et à effectuer des déplacements sur les terrains difficiles d'accès ;
- Impartial et neutre : absence de conflits d'intérêt avec les acteurs et parties impliqués dans l'évaluation.
- Aptitude à communiquer les résultats de l'évaluation de façon facilement compréhensible pour toutes les parties ;
- Aptitude à établir des relations avec tous les acteurs et parties d'une manière efficace et attentive aux différentes sensibilités ;
- Disponible pour mener à bien l'évaluation dans les délais fixés et au niveau d'approfondissement requis.

CANDIDATURES

Composition du dossier de candidature

Le dossier de candidature sera constitué d'une offre technique et d'une offre financière.

L'offre technique, qui aura un poids (Pt) de 70%, comprendra la qualification, expériences et la méthodologie ;

L'offre financière, qui aura un poids (Pf) de 30%, comprendra l'honoraires de la prestation, le frais de déplacement et les frais annexe.

Critères de sélection

La sélection des consultants sera faite sur la base du rapport qualité /coût. D'abord une évaluation technique sera menée et le consultant sera classé au moyen du système de notation ci-dessous.

| Critères | Notes |
|---------------------------------|-----------|
| 3. Qualification | 50 |
| 3.1.Diplômes | 20 |
| 3.2.Expériences | 30 |
| 4. Approche | 50 |
| 4.1.Compréhension de la mission | 20 |
| 4.2.Approche | 30 |

Chaque proposition conforme recevra une note technique (T). Les notes techniques seront normalisées selon la formule suivante : $Tn = \frac{TM}{Tc}$, où Tn représente la note technique normalisée du candidat en %, TM est la note technique maximale obtenue, Tc est la note technique de chaque candidat. Les notes techniques normalisées seront classées par ordre décroissant et toute note technique normalisée inférieure à 70% sera éliminée.

Ensuite, les propositions techniques ayant reçues une note technique normalisée supérieure ou égale à 70 seront soumises à l'évaluation financière. Après avoir vérifié que les propositions financières sont conformes et dépourvues d'erreurs, les offres financières (F) seront normalisées selon la formule suivante : $Fn = \frac{Fm}{Fc}$, où Fn est la note financière normalisée du candidat, Fm est l'offre financière minimale reçue pour les candidats retenus après l'évaluation technique et Fc l'offre financière de chaque candidat des offres retenues après l'évaluation technique.

Enfin, une note globale sera attribuée à chaque offre retenue après l'évaluation technique en appliquant la formule suivante : $NG = (Tn * Pt + Fn * Pf) * 100$, où NG représente la note globale du candidat, et Tn, Pt, Fn et Pf comme précédemment déterminés. Le candidat avec la note globale la plus élevée sera retenu.

DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les candidats doivent soumettre leur proposition à l'UICN **au plus tard à 23h59, le 30/01/2024** par courrier électronique à andre-marie.tine@iucn.org; avec une copie obligatoire à procurement-paco@iucn.org,

L'objet de l'e-mail doit être « *Recrutement d'un consultant externe pour l'évaluation finale du projet APEF/UICN-GEFZ* ».

Les copies électroniques doivent être soumises en format PDF et natif (par exemple, MS Word). Les candidats peuvent soumettre plusieurs e-mails (correctement annotés - par exemple, e-mail 1 sur 3) si les fichiers joints sont jugés trop volumineux pour convenir à une seule transmission par e-mail.

IMPORTANT : Les documents soumis doivent être protégés par un mot de passe afin qu'ils ne puissent pas être ouverts et lus avant la date limite de soumission. Veuillez utiliser le même mot de passe pour tous les documents soumis. **Une fois la date limite passée et au plus tard à 8h00 GMT le 02/02/2024**, veuillez envoyer le mot de passe correspondant à la même adresse e-mail que celle utilisée pour soumettre votre Proposition. Cela garantira une soumission sécurisée des offres et un processus d'ouverture.

Veuillez NE PAS envoyer le mot de passe par e-mail avant la date limite de soumission de la proposition.

ANNEXE 2 A - DÉCLARATION D'ENGAGEMENT en relation avec la DdP 002 DAO/IUCN_APEF/2023

Je, soussigné, confirme par la présente que je suis un représentant autorisé de l'organisation suivante

Nom enregistré de l'organisation (l'« Organisation ») : _____

Adresse enregistrée (y compris le pays) : _____

Année d'enregistrement : _____

J'autorise par la présente l'IUCN à stocker et à utiliser les informations incluses dans la proposition ci-jointe dans le but d'évaluer les propositions et de sélectionner la proposition que l'IUCN juge la plus favorable. Je reconnais que l'IUCN est tenue de conserver la proposition dans son intégralité pendant 10 ans après la fin du contrat qui en résulte et de la mettre à la disposition des auditeurs internes et externes et des donateurs lorsqu'une demande raisonnable en est faite.

Lorsque la proposition comprend des données personnelles telles que définies par le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne, je confirme que l'Organisation a été autorisée par chaque personne concernée à partager ces données avec l'IUCN aux fins énoncées ci-dessus.

Je confirme également que les déclarations suivantes sont correctes :

1. L'Organisation est dûment enregistrée conformément à toutes les lois applicables.
2. L'Organisation respecte pleinement toutes ses obligations en matière de fiscalité et de sécurité sociale.
3. L'Organisation, son personnel et ses représentants sont libres de tout conflit d'intérêt réel ou perçu concernant l'IUCN et sa mission.
4. L'Organisation accepte de déclarer à l'IUCN tout conflit d'intérêts émergent, réel ou perçu, qu'elle ou l'un de ses employés et représentants pourrait avoir concernant l'IUCN. L'Organisation reconnaît que l'IUCN peut mettre fin à tout contrat avec l'Organisation qui, à la seule discrétion de l'IUCN, serait affecté négativement par de tels conflits d'intérêts.
5. Aucun membre du personnel de l'Organisation n'a jamais été condamné pour une faute professionnelle grave ou toute autre infraction concernant sa conduite professionnelle.
6. Ni l'Organisation ni aucun de ses employés ou représentants n'ont jamais été condamnés pour fraude, corruption, blanchiment d'argent, soutien au terrorisme ou participation à une organisation criminelle.
7. L'organisation reconnaît que son engagement ou celui de l'un de ses employés dans la fraude, la corruption, le blanchiment d'argent, le soutien au terrorisme ou l'implication dans une organisation criminelle donnera à l'IUCN le droit de résilier tous les contrats avec l'organisation avec effet immédiat.
8. L'Organisation est en situation de continuité d'exploitation et n'est pas en état de faillite ou de liquidation, n'est pas placée sous administration judiciaire, n'a pas suspendu ses activités, ne fait pas l'objet d'une procédure concernant ces questions, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans la législation ou la réglementation nationale.
9. L'Organisation se conforme à toutes les exigences réglementaires environnementales applicables ou à d'autres exigences légales relatives à la durabilité et à la protection de l'environnement.
10. L'Organisation ne figure pas sur la liste des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies, sur la carte des sanctions de l'UE, sur la liste des sanctions du Bureau de Contrôle des Actifs Etrangers des États-Unis ou sur la liste des entreprises et des personnes non admissibles de la Banque mondiale. L'Organisation convient qu'elle ne fournira pas de soutien direct ou indirect aux entreprises et aux individus figurant sur ces listes.
11. L'Organisation n'a pas été, n'est pas et ne sera pas impliquée dans des violations des droits des peuples autochtones, ni dans des injustices ou des abus des droits de l'homme concernant d'autres groupes ou individus, y compris les expulsions forcées, la violation des droits fondamentaux des travailleurs tels que définis par la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux principes et droits fondamentaux au travail, le travail des enfants, l'exploitation sexuelle, les abus sexuels ou le harcèlement sexuel.

<Date et signature du représentant autorisé du Proposant>.

< **Nom et fonction du représentant autorisé du Proposant** >

ANNEXE 2 B - DÉCLARATION D'ENGAGEMENT EN RELATION AVEC LA DDP 002 DAO/IUCN_APEF/2023

Je, soussigné, confirme par la présente que je suis un consultant et que je suis en mesure de fournir le service indépendamment de toute organisation ou autre entité juridique.

Nom complet (comme indiqué sur le passeport) :

Domicile ou bureau (veuillez rayer la mention inutile) Adresse (y compris le pays) :

J'autorise par la présente l'IUCN à stocker et à utiliser les informations incluses dans la proposition ci-jointe dans le but d'évaluer les propositions et de sélectionner la proposition que l'IUCN juge la plus favorable, y compris les données personnelles telles que définies par le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne. Je reconnais que l'IUCN est tenue de conserver ma Proposition dans son intégralité pendant 10 ans après la fin du contrat qui en découle et de la mettre à la disposition des auditeurs internes et externes et des donateurs lorsqu'une demande raisonnable en est faite.

Je confirme également que les déclarations suivantes sont correctes :

1. Je suis légalement enregistré en tant que consultant conformément à toutes les lois applicables.
2. Je suis en règle avec toutes mes obligations fiscales et de sécurité sociale.
3. Je suis libre de tout conflit d'intérêt réel ou perçu concernant l'IUCN et sa Mission.
4. J'accepte de déclarer à l'IUCN tout conflit d'intérêts émergent, réel ou perçu, que je pourrais avoir concernant l'IUCN. Je reconnais que l'IUCN peut mettre fin à tout contrat avec moi qui, à la seule discrétion de l'IUCN, serait affecté négativement par de tels conflits d'intérêts.
5. Je n'ai jamais été condamné pour une faute professionnelle grave ou toute autre infraction concernant ma conduite professionnelle.
6. Je n'ai jamais été condamné pour fraude, corruption, blanchiment d'argent, soutien au terrorisme ou participation à une organisation criminelle.
7. Je reconnais que l'engagement dans la fraude, la corruption, le blanchiment d'argent, le soutien au terrorisme ou l'implication dans une organisation criminelle donnera à l'IUCN le droit de mettre fin à tout contrat avec moi avec effet immédiat.
8. Je ne figure pas sur la liste des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies, sur la carte des sanctions de l'Union européenne, sur la liste des sanctions du Bureau de Contrôle des Actifs Etrangers des États-Unis ou sur la liste des entreprises et des personnes non admissibles de la Banque mondiale. Je m'engage à ne pas fournir de soutien direct ou indirect aux entreprises et aux personnes figurant sur ces listes.
9. Je n'ai pas été, ne suis pas et ne serai pas impliqué(e) dans une quelconque violation des droits des peuples autochtones, ni dans une quelconque injustice ou violation des droits de l'homme concernant d'autres groupes ou individus, y compris les expulsions forcées, la violation des droits fondamentaux des travailleurs tels que définis par la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux principes et droits fondamentaux au travail, le travail des enfants, l'exploitation sexuelle, les abus sexuels ou le harcèlement sexuel.

<Date et signature>



ANNEXE 3 - MODÈLE DE CONTRAT DE CONSULTANT (pour TRAVAILLEUR INDÉPENDANT)

NB : LE PRÉSENT MODÈLE DE CONTRAT DE CONSULTANT DOIT ÊTRE UTILISÉ LORSQUE L'UICN CONCLUT UN CONTRAT AVEC UN PARTICULIER (« TRAVAILLEUR INDÉPENDANT »)

VEUILLEZ SUIVRE LES CINQ ÉTAPES SUIVANTES POUR PRÉPARER LE PRÉSENT CONTRAT :

4. LIRE TOUTES LES DISPOSITIONS ;
5. REMPLIR LES PARTIES SÉLECTIONNÉES EN JAUNE ;
6. LÀ OÙ DES OPTIONS SONT PROPOSÉES CHOISIR L'OPTION APPROPRIÉE ET EFFACER LA OU LES AUTRES OPTIONS ;
7. PARTAGER LE CONTRAT DÛMENT REMPLI AVEC L'AUTRE PARTIE ET INFORMER CETTE DERNIÈRE QUE CE CONTRAT NE DOIT PAS ÊTRE MODIFIÉ ;
8. ENVOYER LE CONTRAT A OLA ET AUX FINANCES POUR SON EXAMINATION ET APPROBATION (SOUMISE À LA PROCÉDURE DE VÉRIFICATION DES CONTRATS ET À LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS À L'UICN)

| | |
|--------------------------------|--|
| NUMERO DE REFERENCE DU CONTRAT | |
| NUMERO DU PROJET | |
| AWARD NUMBER | |

CONTRAT DE CONSULTANT (Ci-après « Contrat »)

Entre les soussignés

UICN, Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, une association internationale créée en vertu des lois de la Suisse, ayant son siège mondial à Rue Mauverney 28, 1196 Gland, Suisse (ci-après « UICN »), d'une part,

Et

[Nom de l'autre partie], ayant son domicile à **[adresse]**, **[pays]** (ci-après dénommé « **Consultant** »), d'autre part.

i. L'UICN et le Consultant seront ci-après dénommés « Partie », de manière individuelle, et les « Parties » de manière collective.

Préambule

Considérant que la mission de l'UICN consiste à influencer, encourager et aider les sociétés du monde entier à conserver l'intégrité et la diversité de la nature et à veiller à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable ;

[OPTION 1] **Considérant que** l’UICN a reçu un don de la part de [nom du donateur] (ci-après le « Donateur ») afin de mettre en œuvre le projet [introduire le nom du projet] (ci-après le « Projet ») et qu’elle souhaite bénéficier de certaines maîtrises et compétences du Consultant dans le but d’offrir à l’UICN une assistance et une aide en [décrire les activités pour lesquelles le Consultant prêtera son assistance] ;

[OPTION 2] **Considérant que** l’UICN souhaite recevoir des services de consulting et de conseil de la part du Consultant [pour XXX ou dans le domaine du XXX] et que le Consultant accepte d’effectuer lesdits services pour l’UICN conformément aux dispositions et conditions prévus par le présent Contrat ;

Considérant que le Consultant a affirmé à l’UICN avoir l’expertise et l’expérience nécessaires ;

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

1. PRESTATIONS

- 1.1 Le Consultant [courte description des prestations], accomplira les tâches et livrera les livrables au plus tard à la/aux date(s) limite(s) de livraison convenue(s), tel qu’indiqué dans les termes de référence figurant à l’annexe I ci-jointe (ci-après les « Prestations ») ;
- 1.2 L’UICN se réserve le droit de demander tout rapport (d’avancement, financier ou autre, en plus de ceux exigés par le présent Contrat) qui pourrait être considéré comme raisonnablement nécessaire pour prouver que les résultats obtenus sont satisfaisants au regard du présent Contrat. Tous les dossiers financiers et autres documents pertinents relatifs au présent Contrat peuvent faire l’objet d’une inspection et/ou d’une vérification à la discrétion de l’UICN ou du donateur. Le Consultant accepte de permettre à l’UICN ou au(x) vérificateur(s) du donateur d’accéder à ces dossiers pendant les heures ouvrables normales et d’autoriser des entretiens avec tout employé qui pourrait raisonnablement avoir des informations relatives à ces dossiers. En cas d’inspection ou d’audit, l’UICN ou le donateur doit fournir au Consultant un préavis écrit raisonnable.
- 1.3 Le Consultant ne sous-traitera pas les Prestations à des tiers sans le consentement écrit préalable de l’UICN. Cependant, le Consultant pourra, sous sa propre responsabilité, utiliser les services de quelqu’un d’autre si lesdits services sont auxiliaires ou administratifs.

2. DURÉE

Le présent Contrat prendra effet le [date] [ou] [dès sa signature par les deux Parties] (ci-après « Date d’effet ») et expirera le [date] (ci-après « Date d’expiration »).

3. STATUT D’INDÉPENDANT

- 3.1 Le Consultant reconnaît qu’il est engagé en tant que travailleur indépendant et qu’il devra s’acquitter de sa mission sous sa propre responsabilité. Aucune des dispositions du présent Contrat ne fera du Consultant un employé, agent ou partenaire de l’UICN et ledit Consultant ne se présentera pas comme tel.
- 3.2 Le Consultant n’a pas autorité pour signer un contrat ou de contracter tout autre engagement juridiquement contraignant pour le compte de l’UICN.
- 3.3 Le Consultant ne pourra pas se présenter ou permettre de se laisser présenter comme quelqu’un étant autorisé à faire ou à dire quoique ce soit pour le compte ou au nom de l’UICN.

4. OBLIGATIONS

- 4.1. Le Consultant s'engage à accomplir sa tâche avec expertise et diligence et au mieux de ses possibilités et devra consciencieusement et rapidement respecter toutes les demandes légales et raisonnables qui pourront être formulées par la personne de contact de l'UICN.
- 4.2. Le Consultant apportera des conseils ou des informations écrits ou verbaux quant à l'exécution des Prestations comme et quand l'UICN le demandera.
- 4.3. En cas de maladie, d'accident ou cas de force majeure, tel qu'indiqué par la clause 14.3, l'empêchant de réaliser les Prestations, le Consultant devra en informer l'UICN par écrit dans les plus brefs délais.

5. RÉMUNÉRATION

5.1 L'UICN paiera au Consultant, en rémunération intégrale pour les Prestations fournies conformément aux termes du présent Contrat, une somme forfaitaire fixe de [devise/montant en chiffres (devise et montant écrit en lettres)] (ci-après « la Rémunération ») correspondant à [nombre de jours] jours de travail à raison d'un tarif quotidien de [tarif quotidien] comme suite :

5.1.1 Un premier paiement de [devise/montant en chiffres (montant écrit en lettres)] correspondant à 30% de la Rémunération sera versé dès réception d'une copie signée du présent Contrat accompagnée d'une première facture.

5.1.2 Un deuxième paiement de [devise/montant en chiffres (montant écrit en lettres)] correspondant à 30% de la Rémunération sera versé [veuillez indiquer les tâches/livrable(s) qui déclencheront le versement] ; et

5.1.3 Un troisième paiement de [devise/montant en chiffres (montant écrit en lettres)] correspondant au 40% restant de la Rémunération sera versé dès l'achèvement satisfaisant et ponctuel et l'acceptation écrite de l'UICN de toutes les Prestations tel qu'indiqué dans l'Annexe I. La facture finale doit être soumise au plus tard [insérer le nombre de jours, par exemple 30 jours] après l'acceptation écrite de tous les services par l'UICN ou après la date de fin du Contrat, si celle-ci est postérieure.

5.2 Le Consultant doit présenter une facture valide mentionnant le numéro de référence du Contrat et le numéro du paiement pour chaque versement à effectuer.

5.3 Si les tâches décrites dans le Contrat ne sont pas accomplies à la satisfaction de l'UICN dans les délais établis, l'UICN se réserve le droit de suspendre tout autre paiement et de récupérer tous les fonds déjà versés pour des Prestations non reçues.

5.4 L'UICN effectuera les paiements sur le compte bancaire du Consultant (il sera ouvert au nom du Consultant à l'endroit où le Consultant est établi ou là où les Prestations seront réalisées), comme suit :

Numéro de compte complet : [xxx]

Type de compte et monnaie : [xxx]

Nom de la banque : [xxx]

Adresse de la banque : [xxx]

Numéro de compte : [xxx]

Code SWIFT ou autres codes bancaires : [xxx]

Numéro IBAN : [xxx]

5.5 Le Consultant supporte les frais bancaires pour les virements électroniques internationaux (à savoir de la banque du Consultant ou de toute banque intermédiaire) associés à tout transfert de fonds que l'UICN puisse effectuer en vertu du présent Contrat.

5.6 Les fonds inutilisés à la Date d'expiration ou de résiliation du présent Contrat devront être remis à l'UICN dans les soixante (60) jours suivant une des dites dates, selon le cas.

6. FRAIS DE DÉPLACEMENT

- 6.1 Les frais de déplacement liés au présent Contrat ne devront pas dépasser [devise/montant en chiffre] [devise et montant en lettres]. Tous les déplacements devront être soumis à l'approbation écrite (courriel accepté) de la personne de contact de l'IUCN avant de réaliser toute réservation.
- 6.2 La politique et les procédures de voyage de l'IUCN pour les non-fonctionnaires s'appliquent à tous les frais de déplacements et est accessible sur <https://www.iucn.org/fr/iucn-travel-policy>.
- 6.3 Un compte-rendu financier contenant les reçus (transport, hébergement, repas et frais divers, par exemple) devra être remis, dans la devise du Contrat, à la personne de contact de l'IUCN afin de pouvoir être remboursés.

7. GARANTIES ET ENGAGEMENTS DU CONSULTANT

- 7.1 Le Consultant s'engage, auprès de l'IUCN, à dûment s'acquitter des impôts et des cotisations sociales qu'il devra verser en Suisse ou ailleurs en relation avec les paiements qui lui seront effectués de la part de l'IUCN en vertu du présent Contrat.
- 7.2 Le Consultant garantit que son exécution des Prestations, selon les termes du présent Contrat, n'attentera pas aux droits de tiers et ne le mettra pas en situation de manquement à une quelconque obligation envers un tiers.
- 7.3 Le Consultant devra, à ses frais, souscrire une assurance de responsabilité ainsi que toute autre assurance pertinente servant à couvrir l'exécution du présent Contrat. L'IUCN pourra demander au Consultant d'apporter un certificat d'assurance attestant de ladite assurance.
- 7.4 Le Consultant déclare et certifie qu'aucune partie de la Rémunération ne sera utilisée pour soutenir des individus et organisations associés au terrorisme tels qu'indiqués dans une liste de sanctions publiée par l'Union européenne, le Gouvernement des États-Unis, le Conseil de Sécurité des Nations Unies ou tout autre agence ou organe compétent.

8. CONFIDENTIALITÉ

- 8.1 Le Consultant ne dévoilera et n'utilisera, ni pendant la durée du présent Contrat ni ultérieurement, aucune information confidentielle de l'IUCN ou autre information non publique relative aux affaires commerciales, financières, techniques ou autres de l'IUCN, sauf sur demande de l'IUCN en relation avec l'exécution du présent Contrat par le Consultant ou conformément à la loi. En particulier, mais sans préjudice du caractère général de ce qui précède, le Consultant devra assurer la confidentialité de toute la propriété intellectuelle et le savoir-faire que l'IUCN lui aura divulgué et dont il prendra connaissance pendant la durée du présent Contrat ou qu'il développera ou aidera à développer pour fournir des Prestations à l'IUCN.
- 8.2 Le Consultant peut communiquer des informations confidentielles uniquement à ceux de ses employés qui sont directement et nécessairement impliqués dans l'exécution du présent Contrat ou qui sont liés au Consultant par des obligations non moins strictes que celles mentionnées dans le présent Contrat.
- 8.3 Le Consultant sera tenu de :
 - 8.3.1 Ne pas divulguer à des tiers les résultats du travail réalisé dans le cadre des Prestations ;
 - 8.3.2 Dévoiler le savoir-faire et autres informations confidentielles de l'IUCN, fournies par celle-ci au Consultant dans le but d'effectuer les Prestations, uniquement aux personnes nécessaires à l'accomplissement des Prestations et uniquement dans la mesure nécessaire à la bonne exécution des Prestations, ou à des personnes liées au Consultant par des obligations non moins strictes que celles mentionnées dans le présent Contrat.

8.4 Le Consultant accepte d'informer immédiatement et par écrit l'UICN en cas de prise de connaissance d'une quelconque divulgation qui violerait les obligations de la présente clause 8. Le Consultant est responsable de tout manquement à ces obligations par ses employés ou sous-traitants. Le Consultant prendra toutes les mesures nécessaires afin d'éviter une divulgation ultérieure.

9. PROPRIÉTÉ DES RÉSULTATS

Tous les mémorandums, notes, correspondances, dossiers, documents et autres éléments tangibles produits par le Consultant, dans le cadre de l'exécution des Prestations, seront et resteront à tout moment la propriété de l'UICN. À tout moment, y compris après résiliation du présent Contrat, le Consultant devra, à la demande de l'UICN, rapidement remettre à l'UICN tous lesdits éléments tangibles en sa possession ou sous son contrôle ayant un lien avec l'UICN, ses affaires commerciales, ses clients et/ou ses Prestations.

10. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1 Les droits de propriété intellectuelle comprennent tous les droits et prérogatives, enregistrés ou pas, découlant des législations suisse et internationale relatives à la protection notamment des brevets, design, marque, savoir-faire et secrets commerciaux.

10.2 La propriété intellectuelle préexistante (« droits préexistants ») d'une Partie désigne tous les droits, titres et intérêts relatifs à la propriété intellectuelle qui ont été conçus ou développés par cette Partie avant la date d'entrée en vigueur du présent Contrat ou qui sont conçus ou développés par cette Partie à tout moment, indépendamment de la mise en œuvre du présent Contrat. Sous réserve des droits et licences expressément accordés en vertu du présent Contrat, chaque Partie reste propriétaire de ses droits préexistants. Le Consultant accorde par les présentes à l'UICN une licence non exclusive, mondiale, perpétuelle, libre de redevances et pouvant faire l'objet d'une sous-licence pour l'utilisation des droits préexistants incorporés dans les Prestations. Le Consultant doit s'assurer qu'il a obtenu tous les droits d'utilisation des droits préexistants appartenant à des tiers qui sont nécessaires à la mise en œuvre du présent Contrat.

10.3 Tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur, sur les Prestations produites en vertu du présent Contrat sont dévolus à l'UICN et le Consultant cède et convient par le présent Contrat de céder à l'UICN, avec pleine garantie de titre, tous les droits sur toute propriété intellectuelle résultant de la mise en œuvre du présent Contrat pour toute la durée de ces droits, y compris, sans aucune restriction, le droit d'utiliser, de publier, de concéder sous licence, de traduire, de vendre ou de distribuer, en privé ou en public, tout ou partie de tout article, partout dans le monde où cela est applicable.

10.4 Le Consultant convient que l'UICN aura tous les droits de développement, manufacture, promotion, distribution et d'exploitation relatifs aux projets réalisés et aux produits développés au cours de l'exécution des Prestations ainsi que la propriété intellectuelle créée ou découlant de l'exécution des Prestations.

10.5 Aucune des Parties n'a le droit d'utiliser le nom, le logo et/ou d'autres marques de l'autre Partie sur quelque support que ce soit et à quelque fin que ce soit sans le consentement écrit préalable de l'autre Partie pour chaque cas d'utilisation.

11. RESPONSABILITÉS

11.1 Le Consultant accepte d'indemniser et de tenir l'UICN à couvert de toutes pertes et tous dommages que l'UICN pourrait encourir comme conséquence des actions du Consultant ou de ses omissions au moment

de fournir les Prestations ainsi que de la violation des obligations du Consultant comprises dans le présent Contrat.

12 COMMUNICATION ET NOTIFICATIONS

12.1 La correspondance et les notifications concernant la mise en œuvre du présent Contrat doivent contenir les informations suivantes :

| Personne de contact de l'UICN | Coordonnées du Consultant |
|--|---|
| [nom] [titre] [Nom du programme/bureau de l'UICN] [adresse] [Téléphone] [Email] | [nom] [titre] [adresse] [Téléphone] [Email] |

12.2 En cas de remplacement de la personne de contact, le représentant autorisé de chaque Partie en informera l'autre Partie par écrit (les emails sont acceptés).

13 FRAUDE, CORRUPTION ET ÉTHIQUE

13.1 Le Consultant doit respecter des principes et des standards de conduite équivalents à ceux énoncés dans la section 4 du Code de conduite et d'éthique professionnelle pour le Secrétariat, disponible sur https://www.iucn.org/sites/dev/files/content/documents/code_of_conduct_and_professional_ethics_fin_al_fr_april2013.pdf. En signant le présent Contrat, le Consultant confirme qu'il a lu et accepté ledit Code.

13.2 Le Consultant prend toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute situation où la mise en œuvre impartiale et objective du Contrat est compromise pour des raisons d'intérêt économique, d'affinité politique ou nationale, de liens familiaux ou affectifs ou de tout autre intérêt partagé.

13.3 Le Consultant déclare et garantit qu'il n'y a pas de conflits d'intérêts potentiels ou réels en relation avec la mise en œuvre du présent Contrat. Si, au cours de l'exécution du présent Contrat, le Consultant prend connaissance de faits qui constituent ou peuvent donner lieu à un conflit d'intérêts, il en informe sans délai et par écrit la personne de contact de l'UICN visée à la clause 12.1. Le Consultant prend immédiatement toutes les mesures nécessaires pour remédier à cette situation. L'UICN se réserve le droit de vérifier que les mesures prises sont appropriées et peut exiger que des mesures supplémentaires soient prises dans un délai déterminé.

13.4 Le Consultant prend toutes les précautions nécessaires pour éviter la fraude et les pratiques de corruption dans la mise en œuvre du présent Contrat. Le Consultant doit se conformer à des normes de conduite équivalentes à celles stipulées dans la Politique de l'UICN de lutte contre la fraude, disponible sur https://www.iucn.org/sites/dev/files/content/documents/politique_de_uicn_de_lutte_contre_la_fraude_mars_2014.pdf. En signant le présent Contrat, le Consultant confirme qu'il a lu et accepté ledit Code.

13.5 Le Consultant s'engage à coopérer pleinement à toute enquête liée aux événements visés par la présente clause qui puisse être menée par l'UICN et/ou le donateur et doit donner accès à tous les dossiers (et à ceux de son personnel, le cas échéant) au cas où cela serait nécessaire pour appuyer les enquêtes sur les plaintes de fraude ou de corruption. L'UICN se réserve le droit de prendre toutes mesures nécessaires et/ou de résilier le Contrat conformément à la clause 16 si elle détermine qu'il y a eu fraude, corruption et/ou comportement contraire à l'éthique. Toute demande de remboursement peut également inclure des intérêts, des revenus de placement ou tout autre gain financier obtenu à la suite de la fraude.

14 POLITIQUE EN MATIÈRE DE PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION, LES ABUS SEXUELS ET LE HARCÈLEMENT SEXUEL (POLITIQUE SEAH)

14.1 Le Consultant se conformera aux principes et aux standards de protection stipulés dans la politique SEAH disponible à l'adresse https://www.iucn.org/sites/dev/files/seah_revised_version_2020apr27.pdf

15 TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

15.1 Les données à caractère personnel sont, sauf disposition contraire du droit applicable, toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable. Les Parties s'engagent à respecter les lois et règlements applicables en matière de protection des données et à traiter les données à caractère personnel conformément aux dispositions du présent Contrat.

15.2 L'UICN peut partager les données personnelles du Consultant avec le Donateur et d'autres partenaires de l'UICN strictement impliqués dans la mise en œuvre du projet. Le Consultant aura le droit d'accéder à ses données personnelles et le droit de rectifier les données personnelles détenues par l'UICN. Si le Consultant a des questions concernant le traitement des données personnelles, il doit les adresser à l'UICN en utilisant le formulaire en ligne accessible à (<https://portals.iucn.org/dataprotection/requestform>).

15.3 L'UICN peut, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat, fournir au Consultant des données personnelles. Le Consultant limitera l'accès et l'utilisation des données personnelles à ce qui est strictement nécessaire pour l'exécution du présent Contrat et mettra en place toutes les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées et nécessaires pour préserver la confidentialité la plus stricte, et limiter l'accès aux données personnelles.

15.4 Lorsque le Consultant a recours à un autre sous-traitant pour effectuer des activités de traitement spécifiques au nom de l'UICN, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles qui sont énoncées dans le présent Contrat et dans le droit applicable seront imposées à cet autre sous-traitant par voie d'accord. Si cet autre sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Consultant demeure pleinement responsable envers l'UICN de l'exécution des obligations de cet autre sous-traitant.

15.5 Lorsque des données à caractère personnel sont transférées vers un pays qui n'a pas été considéré comme offrant un niveau de protection adéquat des données à caractère personnel ou vers une organisation internationale au sens du règlement (UE) 2016/679, le Consultant veillera à ce que des garanties appropriées soient prévues conformément au droit applicable.

15.6 Le Consultant doit rapidement, et dans tous les cas dans les vingt-quatre (24) heures, informer l'UICN par le biais du formulaire en ligne situé à (<https://portals.iucn.org/dataprotection/requestform>), s'il détermine et/ou divulgue à une autorité publique compétente et/ou aux personnes concernées qu'une violation des données personnelles a eu lieu.

16 RÉSILIATION

16.1 Résiliation pour faute

16.1.1 L'UICN se réserve le droit de résilier le présent Contrat, totalement ou partiellement, sous réserve d'un préavis à effet immédiat si le Consultant :

- i. A falsifié ou livré une information inexacte, incomplète ou trompeuse dans les documents fournis à l'UICN ;
- ii. Manque à une de ses obligations dans le cadre du présent Contrat ;
- iii. A participé à des actes illégaux notamment, mais pas exclusivement, des actes frauduleux ou de corruption tels que définis par le Code de conduite et d'éthique professionnelle pour le secrétariat et par la Politique de l'UICN de lutte contre la fraude (ci-après dénommée « Fraude »).

16.1.2 S'il est constaté que le Consultant a commis une fraude en vue de l'obtention de ce Contrat ou dans son exécution, toutes les dépenses encourues dans le cadre de ce Contrat seront indues et le Consultant devra rembourser l'UICN dans les plus brefs délais pour toutes les dépenses engagées dans l'exécution du présent Contrat.

16.2 Résiliation pour manque de fonds fournis par le Donateur

L'UICN aura le droit de résilier le présent Contrat avec effet immédiat et sans être tenue responsable des dommages causés au Consultant en cas de résiliation de Contrat entre l'UICN et le Donateur et/ou si les fonds de Rémunération ne sont plus disponibles pour l'UICN.

16.3 Résiliation pour cause de force majeure

16.3.1 L'exécution du présent Contrat par l'une ou l'autre des Parties est soumise à des cas fortuits, de guerre, de réglementations gouvernementales, d'épidémies, de pandémies, de catastrophes, de grèves (à l'exclusion des grèves du personnel des Parties respectives), de troubles civils, de réduction des moyens de transport ou d'autres situations d'urgence rendant illégale ou impossible l'exécution des obligations de l'une ou l'autre des Parties ("cas de force majeure"). La Partie soumise à un cas de force majeure notifie rapidement l'autre Partie de la survenance et les détails de ce cas de force majeure, y compris la manière dont il affecte l'exécution de ses obligations au titre du présent Contrat. La Partie ainsi touchée s'efforcera avec toute la diligence qui peut être requise d'éviter ou de supprimer ces causes de non-exécution ou d'exécution tardive dès que cela est raisonnablement possible.

16.3.2 Le présent Contrat peut être résilié unilatéralement sans compensation pour une ou plusieurs des raisons susmentionnées par notification écrite d'une Partie à l'autre.

16.3.3 Nonobstant ce qui précède, les Parties peuvent convenir d'une suspension ou d'une extension du Contrat selon ce qu'elles jugent approprié. À la fin de l'événement de force majeure, l'exécution des services suspendus reprend sans délai.

16.3.4 La Partie soumise au cas de Force Majeure ne sera pas responsable envers l'autre Partie de tout dommage résultant de ou lié à la suspension ou à la cessation des Services en raison de la survenance d'un Événement de Force Majeure, à condition que cette Partie respecte toutes les exigences de la présente clause 16.3.

16.4 Effets de la résiliation

En cas de résiliation en vertu de la présente clause, l'UICN verse au Consultant toute rémunération non réglée au titre des services rendus par le Consultant jusqu'à la date effective de résiliation, étant entendu que le montant total payable par l'UICN au Consultant ne doit pas dépasser la rémunération indiquée à la clause 5 du Contrat. Le Consultant doit, dans les trente (30) jours suivant la résiliation, et à la demande de l'UICN :

16.4.1 Dans la mesure du possible, finir les Prestations soumises à la Rémunération mise à disposition jusqu'à la date de résiliation et arrêter toutes les activités en cours ;

16.4.2 Rembourser à l'UICN tout acompte perçu en plus sur les dépenses totales effectuées tel qu'en témoigne les factures envoyées à l'UICN ;

16.4.3 Rembourser à l'UICN toutes les dépenses effectuées en violation des termes du présent Contrat ;

16.4.4 Envoyer des rapports finaux techniques et financiers et tous les autres éléments, documents, travaux ou autres productions créés jusqu'à la date de la résiliation en vertu du présent Contrat.

17 DROIT APPLICABLE ET RÈGLEMENT DE LITIGES

17.1 L'exécution et l'interprétation du présent Contrat relèvera de la compétence exclusive du droit suisse, à l'exception des principes de conflit de lois.

17.2 Tout litige susceptible de survenir, quant au Contrat ou ayant une relation avec ce dernier, et ne pouvant être résolu à l'amiable par les Parties ou par médiation, devra être soumis aux tribunaux compétents de Lausanne, Suisse.

18 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

18.1 Le présent Contrat représente l'accord entre l'UICN et le Consultant et remplace tout autre contrat ou accord ayant un rapport avec le sujet faisant l'objet dudit Contrat.

18.2 Toute modification ou rectification apportée au présent Contrat devra se faire par écrit et ne prendra effet que lorsqu'elle sera signée par les deux Parties.

18.3 Le présent Contrat de prestations de conseils est non exclusif. L'UICN est libre d'avoir recours à d'autres experts dans le domaine du Consultant.

18.4 Ce Contrat est personnel et ne concerne que l'UICN et le Consultant, aucune des deux Parties ne pourra vendre, assigner ou transférer les obligations, droits ou intérêts créés en vertu dudit Contrat sans le consentement écrit de l'autre Partie.

18.5 Chaque Partie renonce à tout droit de compensation pour tout paiement dû en vertu des présentes et accepte de payer toutes les sommes dues, indépendamment de toute compensation ou demande reconventionnelle.

18.6 Toutes les clauses qui doivent logiquement survivre à la résiliation du présent Contrat devront lui survivre.

Le présent Contrat peut être signé en plusieurs exemplaires, chacun d'eux étant considéré comme un original, mais tous, pris ensemble, constituent un seul et même Contrat. Les Parties conviennent que les exemplaires signés peuvent être transmis par courrier électronique dans un fichier de données au format « .pdf » ou une signature électronique (par exemple, DocuSign ou une technologie de signature électronique similaire) et être ensuite conservés sous forme électronique, et que dans ce cas, cette signature crée une obligation valide et contraignante pour la Partie qui l'exécute, avec la même force et le même effet que si ce « .pdf » ou cette page de signature électronique était un original.

**UICN, Union internationale pour
conservation de la nature et
de ses ressources**

[Nom complet de l'autre Partie]

Fait le : _____

Fait le : _____

**[Nom du représentant]
[Poste du représentant]**

**[Nom du représentant]
[Poste du représentant]**

ii.
iii.
ANNEXES

[Veuillez citer toutes les annexes mentionnées dans le Contrat]